

CORÉE ET VIET NAM AU XX^E SIÈCLE : FIN DE RÉGIME COLONIAL ET GUERRES CIVILES INTERÉTATIQUES

Ce texte a été publié en 2020, dans *Mondes et Cultures* (Bulletin de l'Académie des Sciences d'Outremer) tome LXXX-1-2-3-4 – 2020, pp. 66-76, à la suite d'un colloque sur le thème : « Etat de guerre, Etats en guerre, XXe – XXe siècle ».

« Je suis la Guerre civile, je suis la bonne guerre,
celle où l'on sait pourquoi l'on tue et qui l'on tue [...]
Je suis le feu qui avance et qui brûle, [...] »
Henry de Montherlant, *La Guerre civile* (1957)

Deux péninsules, quatre États, deux guerres internationales et deux guerres civiles. La guerre de Corée (1950-1953) et le conflit du Viêt Nam (1955-1975) ont bien des choses en commun. Elles sont des guerres civiles qui s'internationalisent ; toutes deux sont les résultats de sorties brutales du système colonial, apportant une division du territoire national en entités politiques à polarisation idéologique antagonistes, aspirant à la même unification.

Ces analogies reflètent une communauté de situations plus resserrée. Les deux péninsules ont été soumises à l'influence chinoise – combattue au Viêt Nam, appréciée en Corée –, et ont subi l'influence du bouddhisme et du confucianisme. Les deux pays ont aussi connu l'épreuve de la colonisation et de l'occupation étrangère. Si l'Indochine fut surtout une colonie d'exploitation, la Corée fut aussi une terre d'émigration pour les Japonais. Au début du XX^e siècle, diverses révoltes tentèrent, avec assez peu de succès, de secouer les deux jougs coloniaux. Ce furent celles de 1917 et de 1930 en Annam, et celles de 1919 et 1926 en Corée, qui favorisèrent l'émergence de nouveaux militants nationalistes.

SORTIES D'EMPIRES

Dans les deux cas, la fin du régime colonial est abrupte, quasi accidentelle. La colonisation ayant pris fin le 15 août 1945 avec la défaite du Japon, la Corée se retrouve sous la tutelle des Russes – qui ont libéré le nord de la péninsule –, et des Étatsuniens, détenteurs de l'arme atomique. Le gouverneur général japonais, afin de préserver la paix civile, demande à Un-hyōng Yō (1885-1947) de former un gouvernement coréen de transition. Ce dernier, nationaliste de gauche, indépendantiste cofondateur du gouvernement provisoire coréen de Shanghai¹, fonde le 16 août le Comité pour la préparation de l'État (*Kōn'guk chunbi wiwōnhoe*), qui regroupe surtout des leaders de gauche et des centristes².

L'annonce de la partition temporaire de la péninsule sur le 38^e parallèle et de l'arrivée des Américains au Sud parvient à Séoul le 2 septembre 1945. Le 6, les membres du Comité instaurent un nouveau gouvernement pour contrer les Américains en leur présentant un front politique uni. Ainsi naît la République populaire de Corée, *Chosŏn inmin konghwaguk*³. Ce

¹ Quisefit, Laurent, « Le gouvernement provisoire de la République de Corée et la création de « Forces Coréennes libres » », *Cahiers du Centre d'études d'histoire de la Défense*, n°18, décembre 2002, Commission des Rapports Politico-militaires, pp. 80-103.

² Voir Kwan-u, Chōn, *Charyo-ro bon Taehan Min'guk kōn'guksa (Histoire de la fondation de la République de Corée, à travers les documents)*, Seoul, Jisik sanōpsa, 2007, p. 13.

³ À ne pas confondre avec la République populaire et démocratique de Corée, fondée en 1948 à Pyongyang.

front uni regroupe aussi bien les résistants nationalistes de Chine et des États-Unis – Kim Ku (1876-1949) et Syngman Rhee (1875-1965) –, que les communistes, représentés par Kim Il-sŏng (1912-1994), installé à Pyongyang par les Russes.

Pourtant, ni les Russes ni les Étatsuniens n'estiment utile de reconnaître ce nouveau gouvernement, certes non élu. Pour la même raison, le gouvernement provisoire coréen fondé à Shanghai en avril 1919, n'est pas reconnu par les Alliés. Dans l'esprit des vainqueurs de la guerre, il faut d'abord statuer sur le sort de cette « province japonaise ». La décision de diviser la Corée a d'abord été prise comme mesure technique destinée à favoriser le désarmement des troupes japonaises, mais c'est la conférence de Moscou, en décembre 1945, qui confirme cette mise sous tutelle. Esquissée aux conférences de Yalta (4-11 février 1945) et de Potsdam (juillet 1945), elle instaure deux zones d'occupation, soviétique au nord, étasunienne au sud, sans consultation de la population du pays. De plus, le 38^e parallèle divise la péninsule coréenne sans tenir compte des réalités économiques et sociales du territoire.

En Indochine, la sortie du régime colonial commence par le coup de force japonais du 9 mars 1945, qui entraîne l'éviction partielle de l'administration coloniale. Les Japonais créent un pseudo-gouvernement national vietnamien à leurs ordres. Pourtant, un indépendantiste chevronné, Hồ Chí Minh (1890-1969) profite de la capitulation japonaise d'août, pour s'emparer du Tonkin. La conférence de Potsdam de juillet 1945 a confié le désarmement des troupes japonaises en Indochine à l'armée chinoise nationaliste au nord du 16^e parallèle, et à l'armée britannique au sud de cette ligne. Mais le 20 août, Hồ Chí Minh et Giáp prennent Hanoi ; le 25, l'empereur Bảo Đại (1913-1997) abdique. Les comités révolutionnaires naissent partout, et en Corée ils succèdent à la bureaucratie japonaise. Dans les deux péninsules, les pouvoirs coloniaux sont ainsi suspendus au profit de ces comités, jusqu'au retour d'une autorité de tutelle. Les premiers éléments français arrivent en Indochine dix jours après la proclamation de l'indépendance totale du Viêt Nam. Mais il faut procéder à la reconquête de l'Indochine, jusqu'en janvier 1946. Hồ Chí Minh et Leclerc s'accordent sur un *modus vivendi* le 6 mars 1946 (Convention Hô-Sainteny), autorisant le retour des autorités françaises au Tonkin.

La disparition de Leclerc peu après ôta à la France les talents d'un négociateur lucide, qui avait compris qu'on ne « tuait pas des idées avec des balles⁴ ». Le bombardement du port de Hải Phòng le 23 novembre 1946⁵ et l'insurrection de Hanoi le 19 décembre 1946, provoquent la rupture. Les hostilités reprennent alors dans tout le Bac Bô (Nord). Toutefois, nous n'évoquerons ici que la fin de l'empire et celle du conflit en 1954.

Épuisée par une longue guerre qui grève ses finances et ponctionne ses ressources au moment où le conflit Est-Ouest réclame un effort de réarmement soutenu en Europe, la France cherche en 1954 une sortie honorable en Indochine. Il lui fallait, pour négocier en position de force, un succès retentissant. Mais le destin fut scellé à Điện Biên Phủ, au printemps 1954. La défaite aidant, il fallut bien transiger. La conférence de Genève, si elle échoua au règlement du litige coréen, régla, un peu artificiellement, la question vietnamienne⁶.

En Corée, la partition avait ruiné la complémentarité entre un Sud agricole et un Nord industrialisé. Au Viêt Nam, la division provoqua les mêmes migrations et les mêmes raidissements idéologiques qu'en Corée, en accentuant encore les clivages et les crispations.

⁴ Voir Général Vénizet, *Le Général Leclerc*, Paris, J'ai lu, 1982, p. 223.

⁵ La ville fut pilonnée par trois vaisseaux français. Les estimations varient entre 300 et 20 000 victimes. L'ampleur des pertes et des destructions provoqua la rupture totale entre le Viêt-Minh et les Français.

⁶ Cesari, Laurent, « La négociation sur l'Indochine à la Conférence de Genève (1954) », *Relations internationales*, 2008/3, n°135, pp. 7- 24

PÉNINSULES, POLITIQUE ET PARTITIONS

La guerre froide toucha de plein fouet une Corée déjà divisée par l'accord de 1945. La non-reconnaissance par les États-Unis des structures locales ou nationales coréennes, l'imposition d'une tutelle et le maintien en poste de collaborateurs notoires, suscitèrent une vaste frustration, aggravée par la méconnaissance flagrante de la Corée par le général Hodge⁷ et ses hommes⁸. L'administration américaine, maladroite et doctrinaire, s'attira la haine des Coréens et suscita de graves problèmes économiques. Les différentes contestations furent mal jugulées par une police héritière de la police japonaise, qui accumula les « bavures » (Cheju-do, été 1947)⁹. Cela n'alla pas sans agitations diverses, révoltes et répressions féroces, surtout au Sud¹⁰. Faute d'entente avec les Russes – en raison de la guerre froide naissante –, la question fut transférée à l'Onu en 1947. Les élections de mai 1948, organisées dans la seule zone Sud, permirent la fondation le 15 août 1948 d'une République de Corée dont Syngman Rhee (1875-1965) devint le président. Le 9 septembre, la République populaire et démocratique de Corée fut fondée à Pyongyang. Deux États coréens antagonistes se partageaient désormais une péninsule revendiquée par chacun dans son entièreté. En Indochine, les deux États vietnamiens créés – Viêt Nam démocratique au Nord, République du Viêt Nam au Sud –, furent les enfants frustrés de la conférence de Genève (avril-juillet 1954). En théorie, la question de l'affrontement idéologique semblait résolue par la mise à distance des belligérants.

Dans ces deux pays, la conscience de l'union nationale n'était pas un vain mot. En Corée, l'unification de la péninsule avait été réalisée dès 668 de notre ère, et n'avait jamais été remise en question. Au Viêt Nam, les trois *Ky* (ou trois *Bô*¹¹), partageaient une culture et une langue communes. Si le Tonkin, l'Annam et la Cochinchine semblaient des régions séparées, de nombreuses voix avaient revendiqué l'union de ces régions historiques, à commencer par l'empereur d'Annam, Zuy Tân (Duy Tân)¹² dès 1916. Lors des premières négociations avec la France, Hồ Chí Minh s'était opposé à la création d'une République de Cochinchine séparée du Viêt Nam. Il accepta en 1954, la partition sur l'insistance des Chinois. Le Premier ministre chinois Zhou Enlai souhaitait, après l'échec des négociations sur la Corée à Genève, remporter un franc succès qui assurerait le rayonnement international de la Chine. Quant au Viêt-Minh, il était aussi épuisé que les Français et l'accord prévoyait la tenue d'élections générales à brève échéance.

TRANSFERTS DE POPULATIONS

La partition des deux péninsules provoqua des flux migratoires. En Corée du Nord, les anciens collaborateurs pro-japonais furent destitués et leurs biens confisqués. Les chrétiens subirent diverses tracasseries. Près d'un million de Nord-Coréens, chrétiens ou anciens partisans du Japon, rejoignirent le Sud malgré la présence de gardes-frontières armés. Ils y trouvèrent assistance et refuge, et ne tardèrent pas à se regrouper en organisations

⁷ John R. Hodge (1893-1963) fut le chef de l'administration américaine d'occupation en Corée, de 1945 à 1948.

⁸ Jinwung Kim, « A Policy of Amateurism: The Rice Policy of the U.S. Army Military Government in Korea, 1945-1948 », *Korea Journal*, Summer 2007, pp. 208-231.

⁹ Quisefit, Laurent, « Dérapages, exaspération, récupération : l'insurrection de Cheju-do (Corée 1948) », in Rousseau, Frédéric, Schmidt, Burghart (dir.), *Les « Dérapages » de la Guerre du xv^e siècle à nos jours / Kriegsverbrechen vom 16. Jahrhundert bis zur Gegenwart*, Hambourg, Dobu Verlag, 2009, pp. 239-257.

¹⁰ Quisefit, Laurent, « La stasis coréenne au xx^e siècle : conflit fratricide et guerre civile interétatique », in Baechler, Jean (dir.), *La Guerre civile*, Paris, Hermann, 2018, pp. 259-279.

¹¹ *Bac Bô* (Nord), *Trung Bô* (Centre), *Nam Bô* (Sud).

¹² Nguyễn Phúc Vĩnh San (1899 ou 1900-1945), empereur d'Annam, sous le nom de Zuy Tân (r. 1907 à 1916), impliqué dans ce complot, fut destitué par les Français.

anticommunistes. Quelque 803 000 réfugiés passèrent au Sud entre septembre 1945 et janvier 1948. Le Groupe de la Jeunesse du Nord-Ouest (*Söbuk chöngnyön-dan*¹³), fondé en novembre 1946, devint la plus agressive des organisations paramilitaires de jeunesse et prit une part active à la chasse aux communistes et à leurs sympathisants, comme à Cheju-do en 1948-1949¹⁴. Toutefois, la *Söbuk chöngnyön-hoe*, s'était d'abord consacrée à l'accueil des réfugiés et devint vite une force considérable comptant quelque 300 000 membres, unis par des idéaux largement partagés. Son anticommunisme virulent, commun avec d'autres associations de même origine, la conduisit à soutenir la politique de Syngman Rhee contre Pyongyang.

Tous les dimanches, le président de l'Association de la Jeunesse du Nord-Ouest diffusait, avec la bénédiction des Américains, des messages à destination de la Corée du Nord depuis la radio de Séoul. Le réseau de l'association fournissait un maillage efficace de contre-espionnage en zone Sud. Aussi, les Américains firent-ils vite de la *Söbuk chöngnyön-hoe* un auxiliaire tacite du gouvernement d'occupation et de la police. Il faut aussi souligner que le gouvernement de Syngman Rhee était dominé par des chrétiens protestants. Cette tendance s'observe dès 1946, puisque sur les cinquante Coréens nommés aux postes clés de l'administration, trente-cinq étaient des évangélistes. Durant toute la durée du régime de Rhee, les plus hauts postes gouvernementaux furent attribués à 39 % de protestants, dont 10 % d'évangélistes. Or, ces chiffres illustrent l'accession au pouvoir d'une minorité confessionnelle non représentative de la nation, dans laquelle les protestants ne représentaient à la Libération que 0,6 % de la population du Sud, estimée en 1945 à 16 136 000 habitants. Les protestants comptaient donc environ 100 000 personnes¹⁵.

La guerre du Viêt Nam, comme celle d'Indochine, fut aussi une guerre de classes : propriétaires contre paysans pauvres ; petits fonctionnaires et lettrés traditionnels contre intellectuels communistes ; révolutionnaires contre nationalistes. La mainmise du Parti communiste vietnamien sur les autres sensibilités tolérées au sein du Viêt-Minh se traduisit par des purges. Les chrétiens vietnamiens du Nord s'exilèrent eux aussi au Sud, où ils trouvèrent abri, refuge et réconfort¹⁶. Le régime de Ngô Đình Diệm¹⁷ était contrôlé par les catholiques et Ngô Đình Thục, le frère du président, était évêque. Ces réfugiés ont été estimés à 900 000, dont peut-être 700 000 catholiques, ce qui doubla la population des catholiques au Sud-Viêt Nam. Là encore, il s'agissait d'une minorité, alors que 80 % de la population pratiquait l'une ou l'autre forme de bouddhisme. L'administration coloniale avait favorisé l'émergence des catholiques et Diệm poursuivit cette politique. En 1964, 48 % des troupes constituant les deux divisions de Saïgon étaient composées d'hommes du Bac Bô, avec une forte proportion de catholiques. Pourtant, la majorité de l'armée de la République du Viêt Nam était bouddhiste. De même, les unités d'élite étaient plutôt catholiques, comme chez les parachutistes. Chez les généraux, un dixième était issu de milieux paysans. La majorité des généraux avouant une orientation religieuse était catholique, quatre seulement étaient bouddhistes¹⁸.

Au Sud-Viêt Nam comme en Corée, c'était donc une minorité confessionnelle qui dirigeait le pays au lendemain de l'indépendance. Rêvant de vengeance, les réfugiés venus du Nord, qui avaient tout perdu, devinrent des ennemis radicaux des communistes. En Corée, Syngman Rhee, né à Haeju au Nord, et l'essentiel de son gouvernement étaient des

¹³ Ce nom fut choisi d'après les régions d'origine des réfugiés.

¹⁴ Bong-Jin Kim, « Paramilitary Politics under the USAMGIK and the Establishment of the Republic of Korea », *Korea Journal*, été 2003, pp. 289-322.

¹⁵ Cité par Timothy S. Lee, *Born Again: Evangelism in Korea*, Honolulu, University of Hawaii Press, 2010, p. 66.

¹⁶ Phi Vân Nguyen, « Fighting the First Indochina War Again? Catholic Refugees in South Vietnam, 1954-59 », *Journal of Social Issues in Southeast Asia*, March 2016, vol. 31, n°1, pp. 207-246.

¹⁷ Premier président de la République du Viêt Nam.

¹⁸ Prados, John, *La Guerre du Viêt Nam*, Paris, Perrin, 2015, p. 131.

conservateurs, relativement âgés, souvent éduqués aux États-Unis. Les deux régimes anticommunistes se distinguèrent par une politique policière très répressive. Ngô Đình Diệm avait même confié les rênes de la police à son frère, Ngô Đình Nhu. En réaction à la politique anticommuniste, les partisans du Sud réagirent : le nombre d'incidents (enlèvements et assassinats) de « diémistes » fut important en 1958-1959, et le chiffre des « attentats » fut décuplé. Les partisans communistes du Sud s'avéraient impatients de reprendre la lutte pour l'unification nationale et le triomphe du socialisme¹⁹. Les Américains, d'abord réticents, commencèrent à envoyer des conseillers militaires, dans un pays miné par le clientélisme et la corruption, voire secoué par des coups d'État de factions militaires.

GUERRE CIVILE OU GUERRE INTERNATIONALE ?

La guerre de Corée a été longtemps considérée, en Corée du Sud, comme une guerre imposée de l'extérieur par les superpuissances étrangères. La lecture de ce conflit comme guerre civile était fille de l'historiographie communiste et fut de ce fait rejetée péremptoirement, au profit d'une lecture concluant au seul résultat de l'affrontement des blocs en Corée. L'ouverture des archives soviétiques dans les années 90, a révélé combien le rôle de Kim Il-sŏng a été dominant dans la tentative de réunification de la péninsule coréenne par les armes en 1950. Ces documents dévoilent la réticence de Staline à s'engager en Corée, même s'il accepta à partir de 1949 d'assurer l'aide militaire et logistique nécessaire²⁰. Or, si l'aspect international de la guerre de Corée est indéniable – avec l'affrontement bien connu des États-Unis et de la Chine sur ce territoire –, cette analyse cache une réalité : une guerre des Coréens contre des Coréens, commencée entre 1946 et 1947, avec une escalade des révoltes locales – marquées par des conditions sociales tendues –, et des exactions de paramilitaires.

De manière générale, on considère que la guerre proprement dite correspond à une période précise, bornée par le recours à la force armée du début jusqu'à l'arrêt des hostilités. Les différentes phases de tensions, annonciatrices des affrontements à venir, ne sont ainsi pas toujours prises en compte. Pourtant, dès 1948 apparaissent en Corée plusieurs foyers de guérilla antigouvernementale, soutenus en 1949 par le Nord, et partiellement contenus à la veille du 25 juin 1950. La formation de maquis anticommunistes au Nord pendant la guerre est aussi favorisée par les forces spéciales étasuniennes. Les derniers combats eurent lieu en 1954 au Nord et en 1956 – voire 1958 –, dans les montagnes du Sud. Le séquençage classique de la guerre de Corée – à savoir 1950-1953 –, ne concerne donc que la phase internationale du conflit²¹.

Au Viêt Nam, les incidents se multiplièrent à partir de 1958-1959. Le gouvernement de Diệm avait refusé de procéder au référendum national destiné à se prononcer sur l'avenir du pays, prévu au plus tard en 1956 selon les accords de Genève. Un tel référendum aurait probablement porté au pouvoir Hồ Chí Minh, auréolé du prestige de la victoire contre les Français. Aussi les journaux des réfugiés, comme le périodique *Tự do*, avaient en effet qualifié ce référendum de « complot » des communistes et des colonialistes, « pour s'emparer de la totalité de notre territoire, de le placer sous le joug de l'empire rouge et d'envahir la totalité de l'Asie du Sud-Est²² ».

¹⁹ On estime à environ 10 000 les partisans du Viêt-Minh qui choisirent de rester au Sud après les accords de Genève. 80 000 autres préférèrent partir vers le Nord.

²⁰ Weathersby, Kathryn, « New Russian documents on the Korean War », *CWIHP*, n°6-7, Winter 1995-1996, pp. 30-35.

²¹ Quisefit, Laurent, « La guerre de Corée, ou comment périodiser une guerre civile interétatique ? », *En Jeu, Histoire et mémoires vivantes*, juin 2014, n°3, pp. 89-101.

²² Journal *Tự do* (Liberté) du 18 février 1959, p. 1, cité par Phi Văn Nguyen, op. cit., p. 215.

Pendant leurs premières années « d'exil au Sud » les réfugiés, victimes de la partition, espéraient toujours leur retour. Dans ce cadre, l'auteur d'une lettre ouverte publiée dans *Tự do* en avril 1956, affirmait que les députés réfugiés du Nord ne devraient représenter ni les intérêts du million de réfugiés, ni ceux des millions de Vietnamiens du Sud. Leur responsabilité était de fonder un État anticommuniste, et de préparer la réunification à venir. Forcés d'émigrer au Sud, ils n'oubliaient pas leurs dix millions de concitoyens demeurés au Nord.²³ Ils rêvaient de reconquête, une *Bac tiến* (« Marche au Nord »²⁴), qui ne vint pas.

Du côté des communistes, la République démocratique du Viêt Nam s'était surtout préoccupée d'affirmer son pouvoir et de lancer les grandes réformes nécessaires. Il fallait bâtir une nouvelle économie, avec des ressources encore très maigres. La collectivisation des terres, entre 1955 et 1957, mal conçue, suscita des révoltes et une baisse de la production. 55 000 personnes auraient été victimes de ce cycle de réformes, dont une bonne part du fait de la famine.

Si le gouvernement d'Hanoi espéra jusqu'en 1956 que des élections générales permettraient l'unification des deux Républiques vietnamiennes et que le communisme pourrait triompher, la politique de Diêm radicalisa au contraire les positions. Menant une guerre permanente contre les opposants de gauche, l'armée sud-vietnamienne mena une offensive qui réduisit des deux tiers le nombre des anciens cadres du Viêt-Minh. Bien qu'isolés au Sud, ces militants reprirent les armes, répondant au coup par coup, sans aucune liaison avec Hanoi. Ils souhaitaient renverser un régime honni, et porter la révolution jusqu'à Saïgon. Pourtant, jusqu'en décembre 1958, Phạm Văn Đồng, le Premier ministre du Nord-Viêt Nam, tentait encore de négocier une réduction d'armements avec le Sud ; Diêm refusa, considérant cette démarche comme de la propagande. Ce n'est qu'en 1959, au cours d'une session du Parti communiste à Hanoi, que la décision d'aider les partisans du Sud fut adoptée. En mai de la même année, des militaires du génie furent chargés de construire une route d'approvisionnement en direction du Sud, qui contournerait la frontière intérieure du 17^e parallèle. Cette route, appelée au Nord « route de ravitaillement stratégique de Truong Son » - d'après le nom des montagnes qu'elle traversait -, est mieux connue sous le nom de « piste Hồ Chí Minh ». Les premiers convois parvinrent au Sud dès août 1959.

La puissance des partisans, presque tous originaires du Sud, augmenta rapidement. De 2 500 à peine au début de l'année 1959, ils étaient 5 000 à la fin de l'année, et déjà 12 000 en 1960. L'impulsion fut surtout donnée par une faction du Parti, en la personne du secrétaire général Lê Duẩn (1907-1986), soutenu par Lê Đức Thọ²⁵. Au contraire, Hồ Chí Minh semble avoir conçu des craintes quant au risque d'intervention américaine. Cette action clandestine contre le régime sud-vietnamien fut menée par le Front national de Libération (FNL), mieux connu sous le terme dépréciatif de « Viêt-Cong » (communistes vietnamiens). Les insurgés du Sud (FNL) se montrèrent très actifs au début de 1960 en s'emparant, notamment, d'une caserne de l'armée du Sud. Un régiment y fut décimé, et deux Américains tués. Si une soixantaine d'attaques furent recensées en 1959, on en compta dix fois plus dès 1961²⁶.

La relocalisation des paysans, consistant à les regrouper en « hameaux stratégiques », bien que très mal gérée, permit un succès très relatif dans la contre-insurrection, le nombre des « actes de terrorisme et de sabotage » chuta en 1962 et 1963, passant en moyenne de 550 à 350

²³ *Tự do*, 22 avril 1956, *Ibidem*, p. 215.

²⁴ L'idée de « Marche vers le Nord » (*Bac tiến*) fait écho à la « Marche vers le Sud » (*Nam tiến*) politique d'expansion des rois du Đại Việt, au détriment des Chams et des Khmers, à partir du XI^e siècle.

²⁵ Brocheux, Pierre, *Hồ Chí Minh. Du révolutionnaire à l'icône*, Paris, Payot, 2003, p. 238.

²⁶ Prados, John, *La Guerre du Viêt Nam, op. cit.*, p. 145.

par mois²⁷. Pourtant, et en dépit de leur crainte d'une réaction des États-Unis, les dirigeants du Nord acceptèrent d'accroître leur aide au FNL, dont les forces étaient en constante augmentation – atteignant environ 20 000 réguliers et pas moins de 80 000 partisans –, démentant ainsi les informations d'une baisse de l'emprise du FNL sur la population. En outre, si le nombre brut des attaques avait baissé, les pertes de l'Armée nationale du Sud (ARVN) étaient en hausse d'environ 20 %. Ces données étaient souvent falsifiées par le quartier général de l'armée des États-Unis, pour « lisser » les rapports jugés alarmistes des conseillers militaires en prise avec la réalité du terrain²⁸.

Dans le même temps, le président Ngô semblait plus anxieux de mettre au pas les bouddhistes qui ne pouvaient plus célébrer dignement leurs grandes fêtes religieuses, comme l'anniversaire du Bouddha. Les bouddhistes répliquèrent par des manifestations qui furent réprimées dans le sang par la police. La confrontation poussa une faction de l'armée à renverser Diêm, assassiné le 1^{er} novembre 1963.

Les effectifs des conseillers américains déployés dans le pays avaient aussi sensiblement augmenté, avec 9 000 hommes en juin 1962, et 15 400 à la mi-1963. Le 2 août 1964, l'USS *Maddox* et un autre destroyer se crurent attaqués dans le golfe du Tonkin dans la nuit du 3 au 4 août 1964, par des gardes-côtes du Nord. Le 7, le Congrès des États-Unis adopta une résolution autorisant le président à « user de la force armée en Asie du Sud-Est ». La suite aboutit à une escalade, à l'enlèvement significatif, puis au retrait piteux du conflit, consécutif à la politique du président Nixon. En 1975, l'offensive finale du Nord-Viêt Nam unifia enfin un pays épuisé par la guerre.

MASSACRES

Peu de sources semblent disponibles sur les milliers de propriétaires terriens et « d'ennemis de classe » exécutés au Nord-Viêt Nam dans les années 50, bien souvent publiquement. Lors d'un discours d'autocritique en octobre 1956, le général Võ Nguyên Giáp a reconnu les dérives de cette politique :

Nous avons perçu de manière indiscriminée tous les propriétaires terriens comme des ennemis [...] Nous avons adopté des mesures drastiques [...] et utilisé des méthodes non autorisées [euphémisme pour torture] pour arracher des confessions [...] Le résultat a été que de nombreux innocents ont été arrêtés et emprisonnés.²⁹

Plus de 15 000 personnes furent ainsi exécutées³⁰. D'autres atrocités sont connues, comme les massacres de Hué, en février 1968, qui coûtèrent la vie à de nombreux civils et prisonniers de guerre (entre 3 000 et 6 000 victimes). Hanoi, en avril 1968, précisa que les personnes assassinées par leurs troupes étaient des « voyous fantoches qui avaient contracté des dettes de sang » contre les patriotes³¹. On connaît aussi les exécutions sommaires perpétrées par les Sud-Vietnamiens, dont le célèbre cliché montrant le chef de la police Nguyễn Ngọc Loan (1930-1998) exécutant un prisonnier viêtcong³². Ce dernier était accusé du meurtre de

²⁷ *Ibidem*, p. 154.

²⁸ Newman, John M., *JFK and Vietnam: Deception, Intrigue, and the Struggle for Power*, New York, Warner, 1992, cité par Prados, John, *La Guerre du Viêt Nam*, op. cit., pp. 155-156.

²⁹ Hastings, Max, « The Hidden Atrocities of the Vietnam war », *The Wall Street Journal*, 4 octobre 2018.

³⁰ *Ibidem*.

³¹ Willbanks, James H., « Tet - What Really Happened at Hue », *Historynet.com*. <https://www.historynet.com/tet-what-really-happened-at-hue.htm> Site consulté le 17 septembre 2020.

³² Voir le cliché sur <https://photoshistoriques.info/tegs/nguyen-ngoc-loan/>

trente-quatre officiers sud-vietnamiens, ce qui semble symptomatique d'une logique d'atrocités croisées et de vendettas au sein de la guerre civile³³.

En Corée, les exactions des deux camps, commencées en 1947, connurent un pic en octobre 1948 avec la révolte d'un régiment à Yösu, dans l'extrême sud du pays, puis avec les répressions des rebelles de Cheju-do. Le début de la guerre de Corée plongea le pays dans une spirale d'exécutions et de terreur. L'éradication des communistes repentis, enregistrés au sein de la *Bodo Yömmaeng* et suspectés de pouvoir constituer une « 5^e colonne », fut l'occasion d'un massacre sans nom, au bilan malaisé à établir. Les estimations oscillent entre 200 000 et 1 200 000 personnes exécutées³⁴, chiffres dont l'ampleur peut s'expliquer par l'exécution de femmes et d'enfants³⁵. T'ae-gyun Park propose 200 000 personnes³⁶, chiffre raisonnable au vu du contexte, mais en réalité impossible à vérifier. À ces exécutions de masse s'ajoutent les exécutions sommaires et les jugements expéditifs. L'armée sud-coréenne – mais aussi des milices populaires – commirent des atrocités, sans que les responsabilités soient clairement établies, car les mêmes lieux étaient utilisés par les différentes forces en présence.

CONCLUSION

L'intervention des États-Unis dans les deux conflits asiatiques a occulté la chronologie locale, au profit de la période de l'intervention des États-Unis et de leurs alliés. En Corée, la guerre commença le 25 juin 1950, avec l'invasion des forces nord-coréennes. Intra-coréenne mais interétatique, elle connut deux interventions étrangères, celle des États-Unis, secondée par l'Onu, et celle de l'armée populaire de Chine. La guerre s'acheva, selon la chronologie classique, le 27 juillet 1953. Pourtant, il faudrait, sur le plan national coréen, faire commencer le conflit avec les grandes insurrections de 1948 et le clore en 1955 ou même 1956, avec la réduction des derniers foyers de guérilla dans les deux États coréens³⁷. Pour le Viêt Nam, du fait de l'implication des États-Unis et de la dynamique médiatique qui l'accompagnait, la guerre fut longtemps considérée comme une guerre américaine, et cela en dépit de la participation aux opérations de contingents sud-coréens, australiens et thaïs. Cette dimension étasunienne a quelque peu minoré le caractère de guerre civile de ces deux conflits.

Sur un plan idéologique, les guerres du Viêt Nam et de Corée – conflits majeurs directement liés à la guerre froide –, ont cristallisé les oppositions entre partisans et détracteurs des interventions, aux États-Unis comme en Europe. Mais plus significatif encore, la perception idéologique du conflit en Corée du Sud avait conduit à celer le caractère intérieur du conflit, alors que l'expression de guerre civile était revendiquée par le bloc socialiste. L'Union soviétique considérait en effet qu'il n'existait qu'une seule Corée et un seul gouvernement légitime (celui de Pyongyang) : les États-Unis étaient donc, selon elle, intervenus dans une affaire intérieure, à savoir une guerre civile. Au contraire, au Sud, c'est l'idée d'un conflit international imposé à la Corée, qui a longtemps prévalu. De plus, la République de Corée (Sud) avait été officiellement reconnue par l'Onu en décembre 1948. L'attaque nord-coréenne aurait donc été une forme « d'insurrection », dans laquelle le « rebelle » s'était transformé en

³³ Fallaci, Oriana, *Nothing, and So Be it*, New York, Doubleday, 1972, p. 285.

³⁴ « More than 600,000, less than 1200000; Ch'oeso 600 000 ch'oedae 1200000 », *Hankyoreh*, 20 juin 2001.

³⁵ Hanley, Charles J., Chang, Jae-soon, « Children 'executed' in 1950 South Korean killings », *The Asia-Pacific Journal*, 6(12), 1er décembre 2008.

³⁶ T'ae-gyun Park, *Han'guk chönjaeng* (La guerre de Corée), Séoul, Ch'aekkwä hamkke, 2007, p. 326.

³⁷ Quisefit, Laurent, « La guerre de Corée, ou comment périodiser une guerre civile interétatique ? », *op. cit.*

belligérant³⁸. Or, la résolution de l'Onu condamnant l'agression nord-coréenne traite plutôt les « rebelles » en question comme un État³⁹ :

Prenant acte de l'attaque dirigée contre la République de Corée par des forces armées venues de la Corée du Nord, [...] [le Conseil de Sécurité] constate que cette action constitue une rupture de la paix [...] et invite les autorités de la Corée du Nord à retirer immédiatement leurs forces armées sur le 38^e parallèle.

En effet, parler des « autorités de la Corée du Nord » dénote une certaine reconnaissance de la Corée du Nord en tant qu'État, connotation que les mots « dirigeants » ou « chefs » ne possèdent pas. Quant au Britannique Ernest Bevin (1881-1951), il niait lui aussi l'existence d'une différence entre les deux composantes de la nation coréenne : « Il ne peut exister des Nord-Coréens et des Sud-Coréens, il n'y a que des Coréens⁴⁰. »

Toujours est-il qu'en Corée comme au Viêt Nam, la partition déboucha sur l'installation conjointe de deux États, issus de la même nation, partageant la même culture, la même langue et la même longue histoire. L'antagonisme doctrinal, les transferts de population et diverses exactions favorisèrent un durcissement idéologique qui semble avoir été – du moins au Viêt Nam –, regretté par certains dirigeants historiques, en quelque sorte dépassés par leur base⁴¹.

Dans les deux conflits, la guerre d'unification fut réclamée par les mouvements progressistes du Sud, aussi bien le Parti du travail du Sud (*Nam Chosŏn nodong-dang*) en Corée, que le FNL au Sud-Viêt Nam. Ces deux mouvements, moins disciplinés que les observateurs de l'époque ne le supposaient, eurent tous deux une grande responsabilité dans ces conflits, « en forçant la main » de leurs frères du Nord. Il est vrai que, dans les deux cas, ils jouaient leur survie, face à la brutalité des répressions menées par les Républiques du Sud.

Un observateur lucide de la guerre du Viêt Nam notait, en 1969, combien la partition de 1954 avait été, guerre froide ou pas, « le pire des fléaux », pour des raisons n'appartenant qu'aux Vietnamiens⁴². Ce jugement peut aussi s'appliquer à la Corée, où les conséquences de la tutelle mixte imposée en 1945 se sont avérées désastreuses. La guerre d'unification coûta dix longues années de souffrance au Viêt Nam. Malgré des ouvertures et une réduction significative des tensions, les deux États coréens se déchirent et se cherchent encore, la méfiance née des souffrances de la guerre peinant à se dissiper.

Les solutions imposées par les puissances présidant aux destinées des jeunes nations nouvellement décolonisées semblaient cohérentes, lorsqu'on les envisageait depuis l'autre bout du monde. Elles permettaient surtout aux « États-tuteurs » – anciens ou nouveaux –, de se désengager à moindre frais de situations complexes, mal comprises et mal gérées. Le coût de ces politiques simplistes fut exorbitant pour les quatre États asiatiques, chacun engagé dans sa guerre d'unification qui, dès lors qu'elle concernait des populations partageant la même langue et la même histoire, ne pouvait qu'être civile.

Laurent QUISEFIT
Chercheur associé, UMR 8173
(CHINE, COREE, JAPON)

³⁸ Sang-do Lee, « Legal Problems concerning the suspension of Hostilities in Korea », *Korean Observer*, Winter 1983, vol. 14, n° 4, p. 368.

³⁹ Résolution 1051 du Conseil de Sécurité de l'Onu.

⁴⁰ Cité par Delmas, Claude, *Corée 1950 - Paroxysme de la guerre froide*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1982, p. 85.

⁴¹ Brocheux, Pierre, Hô Chi Minh. *Du révolutionnaire à l'icône*, op. cit. p. 326 sq.

⁴² Duncanson, Dennis J., « Vietnam as a Nation-State », *Modern Asian Studies*, 3(2), 1969, p. 129.